

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Vie des fédérations

Contribution aux débats du Conseil fédéral du PS 37

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : vendredi 19 septembre 2014

Démocratie & Socialisme

Nous publions ici la contribution faite par notre camarade Jacky Paris pour le conseil de la fédération socialiste d'Indre-et-Loire du 18 septembre.

Michel Sapin vient de reconnaître le 9 septembre que les prévisions économiques du gouvernement pour 2014 étaient erronées ; les nouvelles projections parlent d'elles-mêmes :

- ▶ 0,4% de croissance au lieu de 1% (pour 2015, 1% au lieu de 1,7% ...),
- ▶ 4,4% de déficits publics par rapport au PIB au lieu de 3,6 puis 3,8%, soit plus qu'en 2013 (4,3%). L'objectif des 3%, annoncé « jadis » pour fin 2013, puis reporté de deux ans, est maintenant ajourné à... 2017,
- ▶ 0,5% d'inflation au lieu de 1,1%, avec le spectre de la déflation.

La parole du Président, qui prévoyait l'inversion de la courbe du chômage pour la fin 2013, puis, en mai dernier, le retournement favorable et imminent de la conjoncture économique, est décrédibilisée, sans doute irréversiblement.

C'est un constat d'échec sans appel de la politique menée depuis 2013 qui commence à être esquissé implicitement par le ministre des finances lui-même :

- ▶ la réduction de la dépense publique, après 10 milliards d'euros en 2013, 15 milliards en 2014 et 50 milliards à suivre entre 2015 et 2017, devait permettre la résorption du déficit budgétaire, la diminution de la dette ainsi que celle du poids de sa charge,
- ▶ la baisse du « coût du travail », avec le CICE et le pacte de responsabilité à 41 milliards Euros d'allègements fiscaux et sociaux pour les entreprises, devait permettre de renouer avec la croissance et l'emploi.

Cette politique de l'offre couplée à l'austérité budgétaire, pourtant récusée par les économistes les plus prestigieux, et que la gauche du PS dénonce depuis 2 ans rejointe en cela par les parlementaires dits « frondeurs », **a fait, partout en Europe, la preuve de son échec** : la croissance étouffée par la réduction des dépenses publiques, le gel des salaires et des prestations, détruisent l'emploi, ce qui diminue les recettes fiscales et sociales, augmentant alors la dette publique.

Ainsi, en France, aux objectifs de croissance et de réduction du déficit public toujours lourdement contredits par la réalité, s'ajoutent l'explosion du chômage (3,424 millions de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A à la fin juillet 2014 contre 3,13 millions au 31/12/2013, soit 330 000 de plus) et l'accroissement de la dette (de 90, 2% du PIB fin 2012, elle bondit à 96,6% au 1er trimestre 2014, soit + 130 milliards Euros). Quant aux 41 milliards dévolus naïvement (coupablement plutôt) aux entreprises pour stimuler l'embauche et l'investissement, c'est avant tout l'effet d'aubaine qui apparaît en résulter : malgré le CICE, l'investissement et l'emploi stagnent et régressent alors que les rémunérations versées aux actionnaires des grandes entreprises ont augmenté de 30,3% en un an...

À ce fiasco économique d'un pouvoir « socialiste » désormais aux abois, s'ajoute maintenant la fuite en avant ultra-libérale (blairiste s'il faut ajouter une référence historique) d'un gouvernement Valls II fasciné par le MEDEF fixant le cap, et prêt à tout pour satisfaire toujours plus les « revendications » patronales : compte pénibilité expurgé de ses dispositions essentielles, travail de nuit et du dimanche programmé avec recours probable aux ordonnances, hausse des seuils sociaux pour la représentation des salariés dans l'entreprise, détricotage envisagé des 35 heures ; par ailleurs, prééminence du contrat sur la loi, restriction générale de l'encadrement des loyers, hausse probable de la TVA en 2015 (1 point de hausse « rapporterait » 15 milliards Euros à l'État, au détriment d'abord des plus modestes ; mais pourquoi chercher plus loin, avec une approche de justice sociale qui n'est manifestement plus la motivation prioritaire de la « gauche gestionnaire » ?)...

Nous avons pu, à la gauche du PS exposer les lignes de force d'une autre politique conforme à nos valeurs de justice et de progrès social, qu'attendaient, derrière la promesse aujourd'hui trahie du « *changement, c'est maintenant* », une majorité de nos concitoyens en mai 2012 : agir pour la mise en oeuvre de politiques coordonnées à l'échelle de l'Europe, favorables au retour de la croissance et de l'emploi ; agir dans le même sens pour un pacte national d'investissement productif avec les entreprises ; engager le tournant de la relance par la demande, avec la hausse du pouvoir d'achat des salariés notamment pour les plus modestes d'entre eux, avec un grand plan d'investissements publics impliquant nos collectivités territoriales.

Aujourd'hui, alors que la gauche dispose d'une majorité rouge-rose-verte au Parlement lui permettant de changer radicalement le cap de la politique gouvernementale, une question essentielle se pose à un pouvoir qui autiste dans lequel nous ne nous reconnaissons plus guère :

Jusqu'où, et pour combien de temps encore, allons nous descendre en reniant nos valeurs ?

Un petit rappel historique pour conclure provisoirement :

En 1788, l'impossibilité de remédier à l'état désastreux des finances du pays avait suggéré à certains, dans l'entourage du Roi, que le remède ne pouvait venir que de la réunion d'États généraux.

En 2014, pour complaire au monarque républicain qui récluse, avant 2016, la tenue de notre Congrès statutairement prévu avant la fin 2014, au motif que sa politique économique désastreuse pourrait y être désavouée, notre Premier secrétaire a choisi de convoquer les États généraux des Socialistes...

Plus que nos doléances, nous y porterons, devant les militants, les propositions concrètes et exigeantes que nous avons exprimées depuis deux ans.

Vive la gauche !